

Sans Sykes ni Picot, le Moyen-Orient est livré à lui-même

19 juillet 2016



La crise britannique engendrée par le Brexit se répercute au-delà de la Manche avec des forces populistes qui menacent les instances politiques à travers l'UE

Si ce n'était pas si grave, ce serait comique. Quelle ironie de voir les rues d'Angleterre se vider ce lundi soir pour regarder une équipe nationale de football plongée dans les querelles et dirigée par un mauvais sélectionneur se faire sortir de quelque chose que l'on appelle « Championnat d'Europe », alors que l'Angleterre vient de voter en faveur d'une sortie de l'Union européenne. Cela dépasse la parodie.

Voir l'équipe de commentateurs de la BBC décrire des footballeurs espagnols, allemands, français et slovaques avec un sentiment d'appropriation parce qu'ils jouent aussi en Premier League relève également de la farce. Deux tiers des 161 joueurs originaires de l'UE et de l'Espace économique européen (EEE) qui évoluent dans le championnat n'obtiendraient pas de visa de travail selon les critères actuels utilisés pour

les non-Européens.

Mais l'heure est vraiment grave, comme le découvrent la communauté polonaise à Newcastle et les communautés d'immigrés aux quatre coins du pays qui sont devenues la cible de menaces fascistes sur les médias sociaux. Une fois que vous lâchez les rottweilers de la droite sur l'immigration, des personnes réelles se font mordre. Ce sont des forces que les personnalités politiques de Westminster sont exceptionnellement incapables à contenir.

Ce qui a commencé avec les Polonais, les Bulgares et les Roumains ne s'arrêtera pas à la porte des musulmans britanniques, qui sont déjà vus comme le cheval de Troie, la cinquième colonne de l'immigration future. Il suffit de regarder ce qui est arrivé lors des élections municipales londoniennes, lorsque David Cameron s'est servi de l'argument du « cheval de Troie » pour attaquer Sadiq Khan en soutenant que ce dernier entretenait des liens avec un imam qu'ils ont diffamé en l'accusant d'être un partisan du groupe militant État islamique. Ces âneries malintentionnées étaient protégées par le privilège parlementaire. Lorsqu'il a réitéré ces affirmations en dehors du Parlement, le secrétaire d'État à la Défense Michael Fallon a dû verser de lourds dommages-intérêts et présenter de plates excuses à Suliman Gani, l'imam au centre de la campagne de diffamation planifiée et calculée.

La haine et la xénophobie amorcées par la campagne pour le « Leave » ont contraint la baronne Sayeeda Warsi, ancienne vice-présidente du Parti conservateur, à changer de camp au cœur du débat.

La communauté polonaise en Grande-Bretagne est multigénérationnelle et remonte à longtemps. Lors de la Seconde Guerre mondiale, seize escadrilles de pilotes de chasse polonais ont rejoint la Royal Air Force. L'une d'entre elles, la 303^e escadrille, a été l'escadrille d'Hurricane la plus performante lors de la bataille d'Angleterre. Le chroniqueur pour le Daily Mail Richard Littlejohn a écrit une parodie d'histoire en comparant son héros, le fondateur du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) Nigel Farage, à un pilote de Spitfire.

Nous avons donc besoin de pilotes polonais pour mener nos batailles lorsque, contrairement à aujourd'hui, la démocratie et notre souveraineté sur ces îles étaient sous une menace existentielle imminente. Les Polonais ont obtenu la machine de cryptage allemande Enigma et des mathématiciens polonais ont aidé à la déchiffrer. Mais apparemment, nous n'avons pas besoin de constructeurs polonais ou de boutiques polonaises aujourd'hui, ni d'eux en trop grand nombre tout du moins, parce qu'ils « changent le visage de l'Angleterre ». Pourvu que l'on ne touche pas au visage anglo-saxon de l'Angleterre. Une fois que l'on emprunte cette voie, on ne sait jamais jusqu'où on ira sur la route du fascisme avant de pouvoir en sortir. C'est inévitablement un aller sans retour. Dès que l'on tourne le dos à la dette de la Grande-Bretagne envers ses immigrés, le tissu même du pays commence à se désagréger. En réaction à cela, l'anglicité en elle-même pourrait devenir une identité de seconde classe. Les bureaux de poste sont déjà à court de formulaires de demande de passeport irlandais à cause d'une demande très élevée.

Certains conservateurs vivent dans l'illusion qu'ils peuvent restaurer la vision d'« une nation » dans une société qu'ils ont passé trois décennies à mettre à mal en s'attaquant aux logements sociaux, aux conseils régionaux, aux autorités sanitaires, les instances même qui sont nécessaires à la fois pour les communautés immigrées et pour les communautés hôtes. Il reste à voir comment ils ont l'intention de fabriquer « une nation » dans l'austérité d'aujourd'hui.

En effet, leur parti, qui porte encore le titre douteux de « Parti conservateur et unioniste », est également sur le point de briser l'union. Il est trop tard pour donner des leçons à l'Écosse. Boris Johnson a écrit qu'il n'a « détecté aucun appétit réel » pour un nouveau référendum sur l'indépendance dans un avenir proche. Comment le sait-il ? Depuis quelle fenêtre de sa maison à Islington, au nord de Londres, sonde-t-il l'air à Glasgow ? Qui le camp du « Leave » blâmera-t-il lorsqu'un second référendum aura lieu et sera couronné de succès ?

Ce qui est arrivé au corps politique de la Grande-Bretagne est l'équivalent d'une catastrophe aérienne. L'enquête menée sur l'accident va prendre du temps. Mais une fois que les enquêteurs auront récupéré la boîte noire contenant les enregistrements des conversations entre Cameron et George Osborne lorsqu'ils ont compris qu'ils avaient mis la Grande-Bretagne irrémédiablement à l'arrêt, les leçons que porte cette tragédie serviront à former les figures politiques pour les générations à venir.

Cette catastrophe a eu de nombreuses causes : une lutte intestine au cœur du Parti conservateur qui couve depuis l'époque de Thatcher et Major, la crise des réfugiés, la crise bancaire, l'austérité en réponse à la crise bancaire apportée par l'Allemagne qui n'a cessé de se dire que la vocation de l'Europe était de faire des affaires, l'incapacité de l'UE à faire face aux conséquences de l'élargissement ou encore l'arrogance d'une série de gouvernements néoconservateurs à Westminster. Certains signaux d'avertissement ont été ignorés : le référendum écossais et l'élection de Jeremy Corbyn en tant que chef du Parti travailliste s'inscrivaient ainsi dans la même insurrection.

Et cette catastrophe n'est pas terminée. Les deux partis majeurs au Parlement, les conservateurs et les travaillistes, vivent un effondrement à grande échelle. Le Parti travailliste parlementaire (PLP) n'a jamais accepté l'issue de la course au leadership qui a mené Corbyn au pouvoir ne lui a jamais permis d'assurer ses fonctions de leader et est désormais sur le point de relancer une nouvelle course par la force en partant du principe qu'il ne peut pas assurer ses fonctions de leader. À cet égard, Corbyn est le Mohamed Morsi de la politique britannique.

Mais le Parti conservateur parlementaire est également en guerre avec lui-même. Là aussi, la guerre est déclarée. L'entreprise de démolition du personnage de Boris Johnson présentée ci-dessous a été écrite par un autre conservateur, lui aussi chroniqueur dans le journal de droite The Spectator, qui a été diplomate et assistant de Margaret Thatcher.

« L'incompétence n'a rien de drôle. Le vide politique n'a rien de drôle. L'indifférence méprisante à l'égard de la vérité n'a rien de drôle. Conseiller d'anciens camarades qui envisagent de battre quelqu'un n'a rien de drôle. Les échecs et les interdictions de communiquer n'ont rien de drôle. Une ambition rampante dans un bonnet de bouffon n'a rien de drôle. La vacuité présentée comme de la gaieté, le cynisme présenté comme de la perspicacité, un clin d'œil et un sourire pour couvrir une trahison... Tout cela n'a rien de drôle.

»

Matthew Parris a accusé Johnson d'actes en série de malhonnêteté, d'indécence sexuelle et d'homophobie. L'idée que le Parti conservateur puisse sortir d'un débat mené dans ces conditions un futur Premier ministre capable de réussir est à peine envisageable. Parris a raison d'affirmer qu'il n'existe aucun futur Premier ministre dans les rangs de son parti.

En outre, Johnson voudrait-il vraiment être Premier ministre et recevoir le cadeau empoisonné de la conduite de négociations qu'il est voué à perdre ? Nous découvrons constamment de nouvelles choses sur le camp du « Leave ». Aujourd'hui, nous apprenons qu'ils ne veulent aucunement quitter l'UE, et encore moins ses meilleurs morceaux, à savoir le marché unique. Ils veulent les bons morceaux, comme l'Espace économique européen, mais pas les mauvais morceaux, comme les migrants. Le coût réel de cette affaire pour les entreprises britanniques, les universités, les arts, le sport et le secteur du tourisme n'a pas encore été calculé. Il pourrait être élevé. Un populiste comme Johnson prendrait ses jambes à son cou devant les gros titres que cela générerait. Les euromythes tels que celui des bananes droites seraient oubliés depuis longtemps face à quelques « euroréalités ».

L'ampleur de cette conflagration est déjà impressionnante. Ses flammes sont plus que suffisamment hautes pour passer la Manche et atteindre l'Europe continentale. Il est peu probable que l'eau qui sépare les deux terres puisse former un pare-feu efficace.

Angela Merkel est déjà consciente des contrecoups qu'elle pourrait subir pour avoir accepté un million de réfugiés. François Hollande est un mort vivant. Merkel et Hollande vont tous deux connaître des élections l'année prochaine et la cote de popularité de Hollande est si basse que le second tour pourrait bien se jouer entre la droite et l'extrême droite, comme cela s'est produit en 2002 lorsque le socialiste Lionel Jospin a été éliminé au premier tour. L'ascendant pris par Marine Le Pen, devenue leader politique légitime, a été couronné par l'invitation qu'elle a reçue, tout comme l'ancien président Nicolas Sarkozy, pour venir discuter de la voie à suivre à l'Élysée.

En Italie, Matteo Renzi fait face à un référendum sur une nouvelle structure gouvernementale et pourrait également tomber. Les populistes du Mouvement 5 étoiles ont déjà gagné Rome et Turin.

En Espagne, les élections nationales de dimanche n'ont pas permis de résoudre l'impasse politique après que le Parti populaire (PP) du Premier ministre conservateur par intérim Mariano Rajoy a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement sans toutefois obtenir la majorité. Le pays est paralysé et incapable de faire face au taux de chômage historique chez les jeunes.

Voici donc l'état de l'Union européenne alors que les dirigeants européens se réunissent pour affronter la pire crise de leur histoire. Ce n'est pas le portrait d'une superpuissance vorace qui prend de plus en plus le contrôle des gouvernements nationaux, mais l'image d'une entité faible et nerveuse, sans réponse ni argent pour faire face aux insurrections nationalistes qui bouillonnent dans sa propre arrière-cour.

La leçon à tirer pour un Moyen-Orient qui assiste perplexe à l'auto-immolation des personnalités politiques britanniques est claire.

Ni la Grande-Bretagne, ni l'Europe ne sont en position d'offrir un modèle de démocratie et de gouvernance au Moyen-Orient. Leur hard power est parti avec la guerre en Irak. Aujourd'hui, leur soft power est également sur le déclin. Il n'y a personne pour remplacer un Sykes ou un Picot. L'influence britannique dans la région fait partie de l'histoire. La Grande-Bretagne est devenue un client des États du Golfe et leur a loué ses diplomates il y a longtemps. La franchise de la politique étrangère britannique est actuellement détenue par les régimes les plus déplaisants de la région. Vous êtes livrés à vous-mêmes et ce, pour les années à venir, affirme l'Europe au Moyen-Orient. Peut-être est-ce le seul point positif que l'on peut tirer de ce pétrin.

- David Hearst est rédacteur en chef de Middle East Eye. Il a été éditorialiste en chef de la rubrique Étranger du journal The Guardian, où il a précédemment occupé les postes de rédacteur associé pour la rubrique Étranger, rédacteur pour la rubrique Europe, chef du bureau de Moscou et correspondant européen et irlandais. Avant de rejoindre The Guardian, David Hearst était correspondant pour la rubrique Éducation au journal The Scotsman.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de Middle East Eye.

Photo : une femme passe devant une maison affichant des pancartes « Votez « Leave » », à Redcar, dans le nord-est de l'Angleterre, le 27 juin 2016 (AFP).

Traduit de l'anglais (original) par VECTranslation.

Lire aussi : [Middle East Eye](#)

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Sans-Sykes-ni-Picot-le-Moyen-Orient-est-livre-a-lui-meme>